

<p>Comité de sécurité de l'information Chambre sécurité sociale et santé</p>
--

CSI/CSSS/20/036

**DÉLIBÉRATION N° 20/016 DU 14 JANVIER 2020 RELATIVE À L'ACCÈS AUX REGISTRES BANQUE CARREFOUR PAR LE SERVICE PUBLIC DE WALLONIE INTÉRIEUR ET ACTION SOCIALE ET PAR LA DIRECTION DU SUPPORT JURIDIQUE DU SERVICE PUBLIC DE WALLONIE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR LA GESTION DES DÉCLARATIONS DE MANDATS ET LES CONTRÔLES EN LA MATIÈRE, POUR LA TUTELLE ADMINISTRATIVE DES POUVOIRS LOCAUX ET POUR LE CONTRÔLE DU RESPECT DU CODE DE LA DÉMOCRATIE LOCALE ET DE LA DÉCENTRALISATION**

Vu la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, en particulier l'article 15, § 1er;

Vu la loi du 3 décembre 2017 *portant création de l'Autorité de protection des données*, en particulier l'article 114;

Vu la loi du 5 septembre 2018 *instituant le comité de sécurité de l'information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE*, en particulier l'article 97;

Vu le rapport de la Banque Carrefour de la sécurité sociale;

Vu le rapport de monsieur Bart Viaene.

**A. OBJET**

1. Par sa décision n°001/2020 du 6 janvier 2020 le ministre de l'Intérieur a autorisé le Service Public de Wallonie Intérieur et Action Sociale et la Direction du Support Juridique du Service Public de Wallonie Secrétariat Général à traiter certaines données à caractère personnel du Registre national – le nom, les prénoms, le sexe, la résidence principale et la date de décès des personnes concernées – pour la gestion des déclarations de mandats et les contrôles en la matière, la tutelle administrative des pouvoirs locaux et le contrôle du respect du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.
2. Etant donné que ces organisations sont également confrontées à des personnes qui ne sont pas inscrites au registre national ou dont les données à caractère personnel

nécessaires ne sont pas systématiquement mises à jour dans le registre national, elles souhaitent également obtenir, pour les mêmes finalités, un accès aux mêmes données à caractère personnel dans les registres Banque Carrefour, visés à l'article 4 de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, pour autant que ces données soient disponibles.

## **B. EXAMEN**

3. En vertu de l'article 15, § 1er, de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, l'accès aux registres Banque Carrefour doit faire l'objet d'une délibération de la chambre sécurité sociale et santé du Comité de sécurité de l'information.
4. Par sa délibération n° 12/13 du 6 mars 2012, le Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé (jadis compétent) a jugé qu'il semblait légitime et opportun que des instances soient autorisées à accéder aux registres Banque Carrefour dans la mesure où elles répondent aux conditions d'accès au registre national et aussi longtemps qu'elles y satisfont. Dans cette même délibération, le cadre général a été fixé pour l'accès aux registres Banque Carrefour dans le chef des instances qui ont accès au registre national.
5. L'utilisation du numéro d'identification attribué par la Banque Carrefour de la sécurité sociale est libre, en vertu de l'article 8, § 2, de la loi du 15 janvier 1990.
6. Lors du traitement des données à caractère personnel, les organisations doivent tenir compte de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale* et de toute autre réglementation relative à la protection de la vie privée, en particulier du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 *relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE* et de la loi du 30 juillet 2018 *relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel*.

Par ces motifs,

**la chambre sécurité sociale et santé du comité de sécurité de l'information**

conclut que l'accès précité aux registres Banque Carrefour par le Service Public de Wallonie Intérieur et Action Sociale et la Direction du Support Juridique du Service Public de Wallonie Secrétariat Général, pour la gestion des déclarations de mandats et les contrôles en la matière, la tutelle administrative des pouvoirs locaux et le contrôle du respect du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, est autorisé moyennant le respect des mesures de protection des données définies dans la présente délibération et dans la délibération n° 12/13 du 6 mars 2012.

Bart VIAENE

Le siège de la chambre sécurité sociale et santé du comité de sécurité de l'information est établi dans les bureaux de la Banque Carrefour de la sécurité sociale, à l'adresse suivante: Quai de Willebroeck 38 - 1000 Bruxelles (tél. 32-2-741 83 11).